

Christophe Duhamelle

Commentaire de

Ulrike JUREIT, *Das Ordnen von Räumen. Territorium und Lebensraum im 19. und 20. Jahrhundert*, Hamburg, Hamburger Edition, 2012

Institut historique allemand, 19 novembre 2014

Lebensraum. C'est un de ces mots allemands qui se sont acclimatés en français, avec une connotation bien spécifique. Il y en a d'autres, tout aussi connotés, comme *Panzer*, qu'on ne songe pas à associer comme en allemand à certains scarabées ou aux chevaliers du Moyen Âge, ou *Lager*, lui aussi réduit à un sens spécifique qui réduit l'étendue de ses significations en allemand.

Lebensraum, en français, évoque les horreurs nazies lors de la guerre à l'Est de l'Europe. La traduction commune est « espace vital », ce qui comporte une ambiguïté : « vital » peut se rapporter assez largement à la vie (dans l'expression « les fonctions vitales » par exemple) ; mais le sens le plus immédiat est « nécessaire à la vie », ce qui n'est pas exactement la même chose. Si quelqu'un nous explique que sa demande est « vitale », il ne nous dit pas qu'elle se rapporte à ses fonctions organiques de base, mais qu'il a absolument besoin de ce qu'il demande, et ne l'a pas encore. « L'espace vital » suggère exactement cela. C'est une expression dynamique : on veut un espace que l'on n'a pas, et que l'on juge nécessaire pour soi, par exclusion de ceux qui sont déjà présents dans cet espace, et sont comptés pour rien. « On », ce sont les nationaux-socialistes, et l'espace, c'est celui qui est à l'Est de l'Allemagne.

Le livre d'Ulrike Jureit permet de se rendre compte que cette traduction est erronée, ou plutôt qu'elle ne prend en compte qu'une des significations de *Lebensraum*, celle justement, que lui ont donnée les nazis, et qu'ils lui ne lui ont conférée que progressivement. En lisant l'analyse précise que l'auteure offre de la pensée du géographe Friedrich Ratzel, en particulier p. 148-149, on se rend compte que la traduction « espace vital » correspondrait mieux à son concept de *Nahrungsraum*. Pour *Lebensraum*, « espace de vie » serait plus adéquat. Car si chez Ratzel *Lebensraum* s'ancre bien dans une pensée inspirée par Darwin, transposée aussi (mais pas seulement) aux humains, et plaçant la migration et l'inscription dans des territoires au cœur de la concurrence des espèces et de l'évolution des sociétés, le terme se veut d'abord descriptif. Il n'est pourtant pas, là non plus, dépourvu d'ambiguïté : car Ratzel était un homme engagé – et soutenait en particulier activement la politique coloniale de l'Empire de Guillaume II.

Un des premiers fils directeurs de cet ouvrage relève donc d'un des points forts de l'historiographie allemande : l'histoire des concepts, ici appliquée de

manière magistrale au terme de *Lebensraum*. Le point de fuite de cette histoire, c'est ce qui s'est passé en Pologne puis en Union soviétique après 1939. Plus exactement, Ulrike Jureit montre que dans le spectre large de significations associées à *Lebensraum*, le programme hitlérien découpe un sens spécifique et lourd d'implications – un programme qui, au départ, n'épouse pas aisément le terme, dont Ulrike Jureit n'a trouvé (p.280) que dix occurrences dans *Mein Kampf*. Elle y relève en revanche 99 occurrences du terme *Boden*, le sol, dont les conséquences terriblement concrètes se donnent à voir dans une conviction stable d'Hitler : on peut germaniser le sol, mais pas les hommes – car on ne peut pas changer leur race. Comment cette conviction amène progressivement à éliminer les hommes pour s'emparer du sol, et quelles constructions théoriques accompagnent cette évolution, voilà en premier lieu ce dont parle ce livre.

Ce qui est ainsi mis en valeur, c'est que les conceptions – concurrentes, évolutives – de l'espace peuvent être saisies par l'étude des pratiques de l'ordonnancement et de la planification de l'espace. Et c'est sur ce point que l'ouvrage ne s'arrête pas à l'histoire des concepts. C'est là, me semble-t-il, son principal apport méthodologique. Il met en parallèle la pensée sur l'espace, plus précisément sur le territoire politique dans ses rapports avec la population, avec un certain nombre de pratiques, très concrètes, pour définir, borner, et organiser ce territoire. Plusieurs moments sont présentés de façon très précise, en s'appuyant souvent sur des sources inédites : la fixation aventureuse des frontières des colonies et singulièrement, à l'extrême fin du XIXe siècle, celles de la colonie allemande qui correspond à l'actuelle Namibie, au sud-est de l'Afrique, face aux Portugais et aux Anglais ; le détail de la politique d'occupation à l'Est lors de la première occupation, assez négligée me semble-t-il, celle de la première Guerre Mondiale ; ou encore les débats, techniques et politiques, qui président à la difficile mise en place des nouvelles frontières orientales de l'Allemagne à l'issue de la première Guerre mondiale.

Comment le lien est-il établi entre, pour le dire de manière trop schématique, les concepts de l'espace et les pratiques concrètes d'ordonnancement de l'espace ? À trois niveaux.

Tout d'abord, ce lien est situé dans les biographies. Les réflexions sur le *Lebensraum* et plus généralement sur le territoire ne s'effectuent pas dans la pure abstraction. Elles prennent place dans une lutte pour imposer des disciplines : la géographie, puis la géographie politique par exemple. Elles sont aussi liées à une volonté de conférer à ces disciplines une influence sur la décision politique : en étudiant à quelles expertises on a recours pour fixer les frontières ou planifier l'exploitation des territoires occupés, l'auteure met en valeur cette synergie entre l'élaboration conceptuelle et, si l'on peut dire, les travaux pratiques. Je ne prendrai l'exemple que de Christaller, le théoricien des « lieux centraux », que l'on retrouve

impliqué très concrètement dans les planifications de l'espace directement rattaché au *Reich* immédiatement après la défaite de la Pologne en 1939.

Ce lien s'effectue ensuite par la circulation des expériences autant que des représentations. Ainsi, l'expérience coloniale répand des conceptions de l'espace qui se retrouvent ensuite dans l'appréhension des territoires occupés à l'est. Dans les années 1880, la volonté de connaître l'espace africain pour s'en emparer privilégie les routes, des axes reconnus le mieux possible par les explorations et le commerce, et sur lesquels les puissances européennes s'appuient pour revendiquer leur mainmise sur les territoires. Or lorsque le géographe Wilhelm Volz, au moment du plébiscite sur l'attribution de la Haute-Silésie à l'Allemagne ou à la Pologne, cherche en 1921 à prouver que même là où la population allemande est minoritaire, l'espace est allemand, il oppose l'espace amorphe des forêts qui est polonais, à l'espace dynamisé par l'activité et les transports, les routes, qui est allemand, et ajoute (p.237) : « la question de la haute-Silésie n'est absolument pas une question nationale, mais uniquement une question de culture, et une question de transport ». Autre exemple : l'appréhension coloniale de l'Afrique invente le « territoire vide », celui qui n'est pas encore connu et saisi par les Européens, et où ce qui préexiste à cette saisie est donc compté pour rien. Or cette idée se retrouve fréquemment au sein de l'administration militaire dans les zones occupées à l'est pendant la première Guerre Mondiale : un rapport conclut (p.167) que l'état des choses dans ces régions est « semblable à ce qu'il est dans un pays colonial, qui s'étend, non encore exploré, devant celui qui s'en empare ».

Le troisième lien qu'étudie Ulrike Jureit entre les élaborations conceptuelles et les actions pratiques se situe dans les instruments par lesquels les premières interviennent dans les secondes. C'est par exemple une revue, la *Zeitschrift für Geopolitik*, qui après 1924 joue pleinement ce rôle, sous la direction de Karl Haushofer – un des « théoriciens » du nazisme ; Haushofer qui proclame sans ambages que « la géopolitique veut et doit devenir la conscience géographique de l'État » (p.251). On peut également citer le cas d'un roman, publié en 1926 par Hans Grimm sous le titre *Volk ohne Raum* (peuple sans espace), qui, avec un récit assez banal, contribue par son grand succès à populariser l'idée que l'homme allemand ne pourra se réaliser pleinement qu'en gagnant de nouveaux espaces. Mais l'instrument principal transcrivant les conceptions de l'espace en action pratique, c'est la cartographie, qui constitue une sorte de leitmotiv de l'ouvrage d'Ulrike Jureit.

Les cartes, regroupées dans un cahier indépendant, et abondamment commentées, sont en effet ici ce qui noue l'élaboration intellectuelle et les éléments techniques de la conception de l'espace, avec le rôle concret qu'ils acquièrent dans la réflexion scientifique et dans la diffusion plus large d'une perception du territoire. Toutes ces cartes sont passionnantes. Je parlerai simplement de celles pour lesquelles Ulrike Jureit a pu trouver plusieurs versions progressives. Ainsi de la

carte qui doit représenter les pourcentages de population parlant allemand ou polonais en Posnanie, pendant les débats portant après 1918 sur les frontières de l'Allemagne. La première version parle, en gros, des lieux « Allemands à plus de 50% » et « Polonais à plus de 50% ». Grosse erreur pour les commanditaires : la seconde version parle des « Lieux allemands avec plus de 50% de germanophones » et des « Lieux allemands avec plus de 50% de polonophones ». Et comme la carte est encore trop « polonaise », on essaie une autre présentation, non plus par à-plats de couleur, mais par petits points colorés. Autre exemple : cette carte de 1934 qui veut montrer que l'aviation tchécoslovaque menace toute l'Allemagne : la première version offre une géométrie assez abstraite ; la seconde, par le noir agressif et les petits avions dessinés, est nettement plus anxiogène.

Ces trois niveaux ne sont pas articulés de manière prescriptive. L'auteure laisse ouvert tout le spectre des nuances et des possibles, à chacun de ces niveaux, et dans les liaisons que le lecteur est invité à effectuer entre eux. Tous ceux qui ont parlé de *Lebensraum* ou qui ont développé des conceptions et des techniques pour organiser le territoire ne sont pas inclus de force dans une généalogie des horreurs nazies. Et pourtant celles-ci s'inscrivent pleinement dans cette nébuleuse de conceptions, de pratiques, de représentations. Les plans d'occupation et de transformation de l'espace, d'expulsion et d'annihilation des habitants mis en œuvre à l'Est après 1939 sont replacés dans une histoire, et une histoire allemande.

Une histoire coloniale d'abord. Certes, celle-ci ne peut tout expliquer, puisque bien d'autres pays européens la partagent. Mais elle fournit, par la diffusion d'un schéma binaire de l'espace (le « vide » et le « planifié »), par la brutalité de la négation de ce qui existe dans cet espace, préalablement à sa prise de possession, et par la sauvagerie de la mise en œuvre, un instrumentaire où figure également l'arbitraire de la fixation des frontières. La spécificité allemande, tard venue, puis exclue de la domination coloniale, consiste sans doute dans le transfert de cet instrumentaire vers la partie orientale de l'Europe.

Une histoire intellectuelle ensuite. Bien que la comparaison ne soit, de ce point de vue, qu'esquissée, les éléments spécifiques à une géographie politique allemande apparaissent. Il s'agit d'abord de la sensibilité particulière à une question plus générale : celle de la densification de la population, de l'urbanisation, de la préoccupation envers la pénurie d'espace – pour le coup « vital », le *Nahrungsraum*. La seconde spécificité réside dans la priorité donnée à la réflexion sur la population, à la géographie comme science des peuples – et non, dans une tradition plus française, à la géographie physique. Troisième caractéristique : les connexions particulières qui s'établissent avec la décision politique, d'une part, et d'autre part avec des disciplines voisines comme l'ethnologie pour déboucher sur une géographie culturelle de combat, pleinement incarnée dans les centres de recherche

interdisciplinaires sur l'Est (ou sur l'Ouest) et leur rôle d'expertise pendant l'époque hitlérienne.

Une histoire politique enfin. Ulrike Jureit insiste sur la période où, après avoir perdu la première Guerre Mondiale, l'Allemagne a perdu la paix. Pendant cette période, trois éléments prennent une importance considérable. Tout d'abord, les principes et les techniques de fixation de la frontière perdent toute crédibilité : l'affaire silésienne en particulier démonétise complètement le principe d'auto-détermination des peuples, auquel pourtant les négociateurs allemands se sont d'abord accrochés. Le critère linguistique (que l'on situe encore souvent en France, en se fondant sur une seule controverse des années 1870, au cœur d'une conception allemande de la nationalité opposée à son équivalent français faisant reposer la nationalité sur le choix) est ressenti comme un piège déniait la supériorité culturelle de la germanité. Par conséquent, et en second lieu, la notion de territoire national est considérée comme ouverte, puisque la solution imposée par les alliés est ressentie comme inique : le territoire doit être redéfini, et la seule leçon tirée de la période 1919-1921 est qu'il ne peut l'être que par la force. Troisième caractéristique de cette période enfin, qui mêle la crainte de la densification, le rejet des frontières nouvelles, l'impossibilité d'une expansion coloniale et les conceptions d'un lien organique entre la vitalité d'un peuple et son territoire : une « panique claustrophobique » pour reprendre les termes d'Ulrike Jureit, un sentiment d'enfermement à l'étroit, d'encerclement par des voisins menaçants – le sentiment qu'il est nécessaire d'organiser autrement l'espace pour assurer la survie du peuple allemand.

Mais dans cette histoire rien n'est joué d'avance. Et l'auteure insiste sur la spécificité absolue du programme hitlérien. Une scène est très révélatrice : Hitler prononce un discours devant des officiers allemands ; il exprime clairement cette idée que l'on ne peut rien « germaniser » d'autre que le sol ; pour les hommes, ce qui prévaut doit être un « nettoyage » pour laisser la place à la race supérieure. Mais dans les notes que certains officiers ont prises et qui ont été conservées, on s'aperçoit que ces hommes – pourtant tous informés des réflexions « géopolitiques » de l'espace, tous imprégnés des expériences coloniales menées en Afrique ou, déjà, à l'Est, tous connaissant ces cartes (elles étaient suffisamment répandues) montrant le « peuple allemand » débordant largement les frontières de l'Allemagne – ne comprennent pas le message, croient avoir entendu qu'il faut au contraire « germaniser », imposer un ordre brutal et asymétrique, mais sur les populations locales, pas sans elles. « L'espace », « le sol », même sur un substrat commun, peuvent ne pas vouloir dire la même chose. Le *Boden*, puis le *Lebensraum* tels que les conçoivent les nationaux-socialistes possèdent une radicalité irréductible, celle de l'exclusion absolue, fondée sur le primat donné à la race par rapport même à la notion d'État et aux diverses conceptions de son lien avec le territoire. Comme l'auteure le dit p.313, toute l'atrocité des expulsions et des

massacres est dans cette différence entre la conception coloniale d'un territoire « vide » à mettre en valeur, et d'un territoire qui ne peut être mis en valeur que s'il est « vidé » des éléments racialement indésirables, c'est-à-dire de tout le monde ou presque.

L'analyse qui est menée de la fixation, entre Ribbentrop et Staline, juste avant et juste après le début de la seconde Guerre Mondiale, de la frontière entre les « sphères » soviétique et allemande pour se partager la Pologne anéantie, puis de la fixation des modalités de mise en œuvre de cette frontière, est de ce point de vue extrêmement révélatrice. D'un côté et de l'autre, brutalité, massacres et cynisme. Mais d'un côté, chez Staline, une volonté d'homogénéisation par l'intégration ; de l'autre, chez Hitler, une volonté d'homogénéisation par l'expulsion. Dans les deux cas sont mobilisés l'ensemble des conceptions de la frontière, de sa fixation, du rôle joué par la carte, l'ensemble des réflexions sur le territoire et son ordonnancement dont le livre donne de nombreux éléments d'explication historique. Mais la subordination absolue du territoire à la race distingue une conception d'une autre.

Voilà quelques remarques qui n'épuisent pas l'intérêt de cet ouvrage. J'ajouterai, en passant, qu'il dispose d'un autre atout : il est très clair, sur une matière complexe, et comporte parfois une note d'ironie tout-à-fait réjouissante : à la recherche des chutes du Kambele, on lit parfois ce livre aussi comme un récit passionnant. Mais ce n'est pas là-dessus que je voudrais finir.

Ulrike Jureit inscrit, au début de son ouvrage, les différentes techniques d'ordonnement de l'espace, et en particulier les techniques cartographiques, dans une évolution assez linéaire dont elle fait remonter les prolégomènes au XVI^e siècle. C'est bien le danger de demander à un moderniste de commenter l'ouvrage d'une contemporanéiste, il finira toujours par dire : l'évolution de la période précédente est un peu plus compliquée que cela. C'est de bonne guerre, cela ne change rien au livre tel qu'il est, mais cela n'avancerait pas non plus beaucoup la discussion. Alors je vais présenter les choses autrement. Il n'est pas question de nier les évolutions. En particulier en matière de technique cartographique. Il s'agit plutôt de réfléchir au niveau auquel se situent ces évolutions.

En effet, chaque élément distingué par Ulrike Jureit pour illustrer l'émergence de la notion de « territorialité » ou de la volonté d'« ordonnancement de l'espace » peut, en forçant parfois un peu le trait, ou même en ne le forçant pas, se retrouver dans des périodes bien plus reculées de l'histoire. La linéarité de la frontière : sans remonter au *limes* ou au mur d'Hadrien, les travaux de Claudius Sieber-Lehmann par exemple ont montré qu'au Moyen Âge, dans certaines circonstances et pour des objectifs précis, on était parfaitement capable de définir une frontière précise et linéaire. Les « fossés-frontières » très anciens et encore présents, par exemple, autour de Mülhausen en Thuringe, le montrent également.

En revanche, on pourrait dire que certaines des cartes présentées dans l'ouvrage, ou certaines des planifications qui y sont étudiées, s'inscrivent en complète contradiction avec cette conception de la délimitation comme trait. Donc la linéarité de la frontière est une option activée quand elle semble utile ou efficace – et non une caractéristique acquise, en soi, par la frontière au fil des âges. Autre exemple : la planification de l'espace ; quiconque a visité les « bastides » implantées dans le sud de la France au cours des différentes vagues d'occupation française ou anglaise au cours de la guerre de Cent Ans, peut y voir, pour jouer délibérément des anachronismes, une application planifiée des « lieux centraux » avant la lettre. Je pourrais dire aussi la même chose de la *Verdichtung*, la densification, un concept majeur pour les médiévistes allemands, ou même de la conception et de la pratique d'une pensée en quelque sorte « coloniale » à l'intérieur même de l'Europe. La Reconquista médiévale en Espagne n'en est souvent pas loin, y compris dans sa forme « exclusive » comme le montrent les expulsions massives (Juifs, puis Morisques) qui ont eu lieu après son achèvement. Et la manière dont a été considérée la Sicile, jusque dans le royaume italien unifié au XIXe siècle, n'en est pas loin non plus.

Ce que je veux dire par là n'est pas « le XIXe siècle n'a rien inventé, et Ulrike Jureit non plus ». Ce serait dénier la valeur même de la recherche historique. Ce que je veux dire est ceci : il n'est pas nécessaire de penser une évolution linéaire pour réfléchir à l'histoire de la conception, et de la pratique, du territoire et de l'espace. D'une part parce que cette conception et cette pratique sont toujours socialement très diversifiées, à toutes les époques. Je ne suis pas sûr qu'un paysan des confins polonais, en 1940, n'aurait pas répondu lui aussi qu'il est avant tout « d'ici », ce n'est pas le propre des paysans de l'époque moderne – surtout si, comme eux, il avait jugé plus prudent, dans le contexte, de ne pas répondre autrement. D'autre part, et surtout, parce que les répertoires de la territorialité sont toujours très larges, très ouverts : précision linéaire ou flou autorisant les expansions, conception en termes de « container » ou en termes relationnels, exclusion ou inclusion, dynamique ou statique, à grande ou à petite échelle (et la notion de Chrétienté, par exemple, pourrait être interprétée, face aux Turcs, sous les espèces du *Großraum* de Carl Schmitt).

Pour autant, chacun des éléments de ce répertoire évolue. Et, surtout, l'accent mis, à telle époque, à tel endroit, dans tel milieu, sur l'un ou l'autre de ces éléments est changeant. Supposer une évolution linéaire qui fait apparaître la question du territoire me semble constituer, par rapport à cette comparaison large entre les lieux et les temps, un certain appauvrissement des interrogations qu'elle soulève. Telle conception du territoire ne s'impose pas à une période parce que, en quelque sorte, son temps est venu. Écarter l'option généalogique, ou plutôt téléologique, autorise au contraire à poser plus complètement la question de son surgissement. D'ailleurs, précisément parce qu'il abandonne vite une posture

généalogique et insiste plutôt sur l'éventail large des manières de concevoir et pratiquer le territoire, ce livre me semble contribuer à poser effectivement la question comme cela – c'est-à-dire à ne pas rabattre la question du territoire et de son ordonnancement sur le paradigme de la « Modernité », mais à l'inscrire dans une histoire située, précise, plurielle, de sa mise en œuvre.